



Délibération n° 2017-04-06/20

Objet : ZAC ODE Acte 2 Commune de Lattes et Pérols - Autorisation au titre des articles L214-I à L214-6 du Code de l'Environnement- Avis du Conseil Municipal

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017**

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy - X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leiendeckers - B. Deltour - G. Della Ragione - C. Germain - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

Monsieur le Maire rapporte :

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, Maître d'Ouvrage du projet d'aménagement de la ZAC Ode Acte 2, a déposé auprès des services compétents de l'Etat le dossier d'autorisation au titre de la loi sur l'Eau pour la ZAC Ode Acte 2 au titre de l'article 214.1 à L.214.6 du code de l'environnement.

Par délibération n° 4-02-2016 du 4 février 2016, le SYMBO (Syndicat Mixte du Bassin de L'Or), au titre de sa compétence sur la gestion globale de l'eau et des milieux aquatiques et de son rôle d'animateur du PAPI d'intention, mais également sur le registre de la biodiversité en tant qu'animateur des sites Natura 2000 « Etang de Mauguio », a rendu un avis favorable.

Un courrier en date du 13 décembre 2016, déclarant le dossier complet a été transmis à la Préfecture. Ce courrier sollicite la Préfecture pour l'organisation de l'enquête publique relative à l'autorisation loi Eau.

La Préfecture a transmis à chaque commune l'avis d'ouverture d'enquête publique. A ce titre la commune de Pérols a reçu l'avis d'ouverture d'enquête le 14 Février 2017 et le dossier d'enquête le 22 Février 2017.

Conformément à l'article R 214-8 du code de l'environnement, la commune de Pérols peut donner son avis sur le dossier d'enquête publique.

Le projet Ode Acte 2 s'inscrit dans le projet de renouvellement et développement urbain d'ensemble « Ode à la Mer » qui se décompose en plusieurs périmètres opérationnels dont 2 ZAC :

- La ZAC Ode Acte 1 sur un périmètre d'environ 36 ha, dont l'aménagement est en grande partie réalisé
- La ZAC Ode Acte 2, qui prévoit la poursuite du renouvellement et de développement urbain sur un périmètre d'environ 112 hectares dont moins de 20% en extension urbaine :
 - 14 ha environ (12.5%) de zones naturelles préservées,
 - 19 ha environ (17%) de zones à urbaniser en extension urbaine,
 - 79 ha environ (70.5%) de zones déjà urbanisées à usage de constructions et voiries en renouvellement urbain

Le programme des constructions du projet urbain de la ZAC Ode Acte 2 est à usage mixte et prévoit environ 6000 logements à créer, le maintien de surfaces commerciales, la création de surfaces de bureau et services en renouvellement urbain, ainsi que des équipements publics.

Le projet hydraulique de la ZAC ode Acte 2 reprend les prescriptions élaborées et validées dans le schéma directeur d'aménagement du Nègue-Cats, sur lequel le SYMBO s'est prononcé favorablement, en soulignant la qualité de la prise en compte de la problématique hydraulique globale dans le cadre de ce schéma. Ce schéma vise en effet à réduire l'impact des inondations liées aux crues du Nègue-Cats sur les secteurs existants déjà urbanisés, en complément de la compensation réglementaire de l'urbanisation future envisagée. Il intègre le secteur de la ZAC Ode Acte 2.

Le projet urbain Ode Acte 2 intègre un programme d'aménagement hydraulique dont les objectifs sont multiples :

- Permettre d'engager la réparation hydraulique dans le cadre des opérations de renouvellement urbain de certains secteurs urbanisés dont l'imperméabilisation n'avait pas été compensée avant la loi sur l'eau
- Réduire les risques d'inondation sur les secteurs à enjeux existants,
- Compenser l'imperméabilisation nouvelle autour du marais de l'Estanel en augmentant sa capacité de stockage, et dans le secteur Fenouillet par un bassin de rétention de 220m³,
- Restaurer et préserver la zone humide de l'Estanel
- Réduire la pollution diffuse vers le milieu aquatique, notamment l'Etang de l'Or, par un traitement adapté au niveau du marais
- Gérer de manière dynamique cette zone humide en lien avec l'outil « Ville en Alerte » en cours de développement par la métropole.

Le principe retenu est ainsi d'utiliser la zone naturelle du marais de l'Estanel afin de stocker, après traitement qualitatif, les eaux pluviales du projet urbain situé sur le bassin versant de l'Estanel.

Le volume nécessaire à la compensation de l'urbanisation de ces secteurs (compensation de l'urbanisation nouvelle et réparation de l'urbanisation existante) est de 18 800 m3.

Les systèmes hydrauliques présentés permettent de conclure que :

- Le dispositif proposé de sur-inondation du marais de l'Estanel permet de compenser l'incidence du développement de l'urbanisation du projet de la ZAC Ode Acte 2 sur son bassin versant jusqu'à l'occurrence centennale,
- Les objectifs de préservation et revalorisation de l'espace naturel singulier du marais de l'Estanel apportent une plus-value environnementale,
- La mise en œuvre d'un dispositif de traitement des eaux pluviales en amont du rejet dans le marais de l'Estanel, permettra de réduire la pollution diffuse vers le milieu aquatique récepteur, notamment l'Etang de l'Or,
- Sur le secteur Fenouillet, le principe de diminution progressive de l'imperméabilisation de ce secteur permet d'améliorer le fonctionnement des systèmes hydrauliques du secteur,
- Les aménagements proposés permettront, au-delà de la compensation de l'imperméabilisation nouvelle de réparer l'urbanisation actuelle n'ayant pas fait l'objet de compensation par le passé.

Vu le dossier de demande d'autorisation préfectorale au titre des articles L214.1 à L214.6 du Code de l'Environnement ;

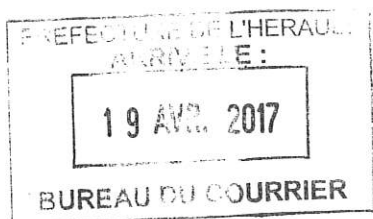
Vu l'arrêté préfectoral du 13 Février 2017 portant ouverture d'une enquête publique sur les Communes de Lattes et Pérols du 13 Mars 2017 au 13 Avril 2017 ;

Compte tenu de ces éléments, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Emettre un avis favorable
- Dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération par 26 voix (3 contre : A. Jamet – S. Waselynck – B. Lledo).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.



Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 6 avril 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO



